

4



SITUATION ACTUELLE

DES COLONIES FRANÇOISES ;
MALHEURS QUI LES MENACENT ;
NÉCESSITÉ D'UNE NOUVELLE ADMINISTRATION ;

COMMENTAIRE de la Lettre de l'Ambassadeur
d'Angleterre , adressée à M. le Comte de
Montmorin , Ministre des Affaires Etrangères ,
pour être communiquée à l'Assemblée Nationale.

PAR LE COMTE DE F..... S.....

Paris, ce 6 Août 1789.

LES troubles qui agitent la France , ne vont-ils pas se manifester dans les Colonies , & la violente secoussé qui vient d'ébranler le Royaume , ne produira-t-elle pas un mouvement régénératif parmi des François qui , quoique transplantés au-delà des mers , ont toujours les yeux sur leur Patrie ? Et dans ce moment où la France va se donner une Constitution nouvelle , qui doit assurer le bonheur

A



FB-
325.31
SIT

60054

& la liberté de tous les Citoyens , les Colons ne partageront-ils pas les impressions de leurs Compatriotes , & n'en feront-ils pas les fidèles imitateurs ? Si le despotisme affreux qui abusoit de l'autorité Royale , a dû finir par révolter tous les esprits & porter le désespoir dans tous les cœurs ; si l'indignation publique , parvenue à son comble , a dû vouer au dernier supplice les objets de son exécration , n'est-ce pas dans un instant aussi décisif que l'autorité qui préside aux Colonies doit éloigner tout spectacle de rigueur , ou ne se montrer que sous les formes de la bienfaisance , & ceux qui oppriment les Colons ne doivent-ils pas redouter que la fureur armée ne leur fasse boire jusques à la lie le calice de leurs injustices ?

Les Colonies avoient envoyé des Députés aux Etats-Généraux. Accueillis avec bienveillance dans l'Assemblée Nationale , ils réclament une nouvelle forme d'Administration ; ils dénoncent les abus de celle qui existe , & désignent les moyens de parer aux inconvénients qui les ont forcés à se plaindre. Loin de commencer par les satisfaire , en souscrivant aux préliminaires de leurs demandes , le

Ministère se refuse au rappel d'un Intendant proscrit par toute la Colonie, à cause de ses vexations; & , un Gouverneur qu'elle aime & confidère au point de vouloir lui ériger une Statue, se voit rappeler par cela seul qu'il a voulu enrichir un canton de l'isle de Saint-Domingue, en ordonnant les moyens de produire l'abondance dans un lieu presqu'abandonné.

Sont-ce là les moyens que la Métropole veut employer pour se conserver les Colonies; & ces Colons, qui attendent tout du succès de la Députation qu'ils ont envoyée, ne doivent-ils savoir que des nouvelles défastreuses par ceux qui ne devoient leur en apprendre que de consolation & de paix.

Ce dernier coup d'autorité éprouvera sans doute quelque résistance, & le Gouverneur parti pour remplacer M. du Chilleau, ne sera peut-être pas à l'abri du mécontentement des Colons qui, instruits du malheur qui les menace, s'armeront pour conserver un Chef qui ne s'occupoit que de leur bien être.

Cette première effervescence n'en restera pas là. Des esprits échauffés par les relations de tout ce qui s'est passé en France, se por-

teront peu à peu à l'insubordination & à la licence ; les Nègres apprenant , par les Agens de la Société des Amis des Noirs , qu'il existe beaucoup de partisans de leur liberté , supporteront moins patiemment le joug qui leur est imposé : de-là une crise d'autant plus dangereuse qu'elle n'auroit pas été prévue , & la fermentation devenant générale , peut également contribuer au malheur & à la perte des Colonies.

Les Députés ont fait connoître toutes leurs craintes à ce sujet , envain ont-ils représenté que les Anglois , toujours aux affûts , ne laisseront pas échapper l'occasion de s'en emparer , ou de semer , s'il est possible , la discorde entre elles & la Métropole , leurs représentations ont été regardées comme inutiles , depuis que l'Ambassadeur d'Angleterre a prié M. le Comte de Montmorin de communiquer à l'Assemblée Nationale une lettre qu'il a écrit à ce Ministre.

Les François sont naturellement si confians que les protestations d'amitié faites par cet Ambassadeur au nom du Roi & de sa Nation , ont presque paru suffisantes pour éloigner tout soupçon sur leur sincérité ; ainsi les Anglois n'ont point de vaisseaux armés pour

nous surprendre , mais pour croiser dans la mer Baltique. Il est absolument faux qu'ils aient fait distribuer de l'argent pour susciter des troubles parmi nous , & vingt-quatre millions que M. Pitt s'est réservé pour n'en rendre compte qu'après en avoir fait l'emploi , ont été destinés fans doute à combler notre déficit. Bien loin que l'Angleterre cherche à profiter de la position malheureuse de nos Finances & de la fermentation désastreuse qui a lieu dans tout le Royaume , où nous n'avons presque plus de troupes réglées dans nos Villes de guerres , ni de vaisseaux prêts à sortir de nos ports , les Anglois , en bons voisins , se sont refusés à seconder un complot qui devoit remettre entre leurs mains le premier port & les deux tiers de la marine Française. Oh ! la chose est sûre , les Anglois sont nos véritables amis , & nous seuls sommes les ennemis de la Patrie.

Malheureusement aujourd'hui les hommes ne sont pas déshonorés lorsque la politique est la cause de leurs mensonges. Politique ! terme odieux à tous les bons Citoyens , nous ne sommes plus votre dupe. Rappelons-nous que l'Ambassadeur d'Angleterre donnoit , au

moment de la guerre de 1756, des fêtes magnifiques à Paris, lorsque les Anglois s'emparoi-ent de nos vaisseaux & foudroyoi-ent nos Colonies; n'oublions pas non plus, car il ne faut nous aveugler sur nous-mêmes, que notre Ambassadeur à Londres assuroit sa Majesté Britannique & promettoit à ses Ministres que le Roi de France ne prendroit aucune part à la guerre des Infurgens, alors même que les François leur donnoient de puissans secours. Tenons donc les paroles & les lettres des Ambassadeurs pour ce qu'elles valent en matière politique, & contentons-nous d'y ajouter nos réflexions.

L'Ambassadeur d'Angleterre dit, dans sa lettre à M. le Comte de Montmorin, lui avoir révélé le complot affreux qui devoit livrer le port de Brest aux Anglois.

Voyons, d'après son exposé, s'il est possible que cette proposition eût été bien conséquente. Les personnes qui offroient de mettre en la possession de l'Angleterre un port aussi considérable, dont les avenues sont si bien gardées, & les arsenaux à l'abri de toute surprise, devoient sans doute détailler les moyens qui pouvoient en assurer le succès, puisqu'elles

demandoient des secours & même un asyle en cas de mal-adresse. Cependant l'Ambassadeur dit qu'il n'a pu découvrir ceux qui lui ont fait part de ce projet. Si on l'en a instruit verbalement, il pouvoit donc les connoître, & les désigner au Ministre lorsqu'il lui a dénoncé ce complot. Si enfin on lui en a donné le plan en gardant l'anonyme, ce n'étoit pas dans des conversations qu'il devoit en instruire M. le Comte de Montmorin, mais en lui remettant une copie de l'exposé qu'on lui avoit adressé; alors le Ministre des Affaires Etrangères n'auroit pas fait des recherches infructueuses, parce que les personnes qui donnoient les moyens de surprendre Brest désignoient sans doute ceux qui étoient en leur pouvoir, il eût donc été facile de connoître les traîtres & de s'en assurer. Quoique l'Ambassadeur ajoute qu'il s'est empressé à mettre le Roi & ses Ministres sur leurs gardes, il est probable qu'il aura commencé par instruire sa Cour avant M. le Comte de Montmorin; & si véritablement ce complot n'est pas une supposition politique, il aura peut-être été proposé d'une manière si hazardeuse, que le Ministère Anglois en ayant apperçu l'impossi-

bilité, aura cru trouver l'occasion de se faire un mérite auprès du nôtre, en ajoutant qu'il a frémi d'horreur au seul aspect de cette proposition ; mais il est très-croyable que si ce projet eût été annoncé de manière à rendre le succès infaillible, Brest ne seroit plus entre nos mains. Eh ! qu'importe à l'Angleterre qu'il y ait des traîtres en France ? Mais il importe à Londres d'être plus puissante que Paris.

Dans tous les cas, l'Ambassadeur d'Angleterre n'auroit pas dû se justifier auprès de l'Assemblée Nationale, en disant, sur des rapports futiles & frivoles, que les traîtres sont parmi nous, & que les Français sont les seuls ennemis de leur Nation.

En un mot, les Anglois ne perdent pas de vue notre position, & encore moins celle de nos Colonies ; ils attendent que l'étincelle qui commence de luire devienne un incendie ; des personnes apostées vont préparer les esprits ; il est par-tout des gens qui n'ont rien à perdre, & il en est qui se sont déjà chargés de fomenter une révolution dans les Colonies.

Le mécontentement qui se manifestera tous les jours davantage, devrait engager le Gouvernement à ramener les esprits, si le Roi ne

se rend pas aux pressantes sollicitations des Députés de Saint-Domingue qui lui ont demandé que M. le Comte du Chilleau soit maintenu dans son Gouvernement; si enfin sa Majesté écoute encore les Conseils qui ont causé son rappel, il est à craindre que le désordre le plus affreux ne bouleverse la Colonie. M. le Comte de la Luzerne est trop éclairé pour ne pas prévoir qu'il auroit à se reprocher des malheurs, causés d'autant plus injustement que ce Général n'a été disgracié que pour avoir voulu, par une Ordonnance qui a préservé de la famine une Colonie entière, assurer l'avantage d'une partie de l'isle, qui languissoit par l'inculture & la misère.

L'Intendant de Saint-Domingue ne doit-il pas frémir en apprenant le sort des Comptables. Les Colons, éclairés sur leurs véritables intérêts, instruits de ce qui vient de se passer en France, ne pourroient-ils pas se venger de leurs oppresseurs, lorsqu'ils sauront que les troupes Françoises n'aiguissent plus leurs armes pour égorger leurs Compatriotes; &, n'ayant plus à redouter l'arrivée meurtrière d'une escadre despotique, peut-être feront-ils observer à M. Peinier qu'il seroit aussi dange-

reux de vouloir remplacer , à Saint-Domingue , un Gouverneur chéri de toute la Colonie , qu'il l'étoit en France de succéder à un Ministre adoré de la Nation.

Il est à préfumer que la régénération qui s'opère en France procurera aux Colons les mêmes avantages , c'est du moins le cas de les leur accorder ; & si enfin il étoit prouvé que les Colonies sont à charge à la Métropole , c'est le moment de les livrer à elles-mêmes , la France ne sauroit perdre au nouveau régime qu'elles voudroient adopter , les Colons se feroient des Alliés , & nous serions les premiers qui aurions naturellement cet avantage par le mélange de leurs familles avec les nôtres. Le Commerce rapprochant les distances , leurs besoins rendroient nécessaires les échanges de leurs productions avec celles du Royaume ; la même exportation fourniroit toujours un débouché à nos Manufactures ; notre climat & les plaisirs de nos Villes attireroient toujours en France des Habitans qui viendront y verser leurs richesses ; l'Amérique entière seroit habitée par nos frères & nos Alliés ; nous les protégerions & ils nous défendroient ; nous attaquerrions leurs

ennemis , & ils combattoient les nôtres.

Les Députés , organes sincères de ceux qui les ont envoyés , feroient les Plénipotentiaires qui régleroient avec le Roi & l'Assemblée Nationale , les articles du traité qui assureroit le bonheur & la liberté des Colonies.

Voilà sans doute l'heureux moment où elles se font gloire d'être Françaises ; comme nous , elles vont connoître tout le prix d'une Administration sage & modérée ; comme nous , elles vont jouir des charmes de la Liberté.

Paroissez , Etendard glorieux , qui avez triomphé du despotisme ! Puissent les regards de tous ceux qui les fixent sur vous ne jamais s'en écarter , & qu'on y lise ces mots gravés dans tous les cœurs : *le Peuple François est un Peuple libre !*

